

L'alimentation, une question à forts enjeux, qui structure les sociétés et les cultures

Bruno Le Maire, Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, a pris ses fonctions en s'inscrivant pleinement dans la conception de son prédécesseur, Michel Barnier, qui a eu à cœur de replacer l'alimentation au centre des problématiques du Ministère. Affirmer ainsi la finalité des secteurs de l'agriculture et de la pêche témoigne de l'importance des enjeux auxquels doit faire face notre société :

- Des enjeux de sécurité alimentaire : la récente crise alimentaire qui a traversé l'ensemble des sociétés et généré des troubles dans les pays en voie de développement, mais aussi dans certains pays considérés comme à l'abri de la pénurie, rappelle notre fragilité commune sur ces questions.
- Des enjeux de perception et de confiance dans les aliments : les crises sanitaires comme la « vache folle », la contamination des aliments par la mélanine ou par les pesticides peuvent avoir un impact considérable sur le consommateur et le désorienter.
- Des enjeux de société au regard notamment de la santé publique, comme le montre le développement inquiétant de l'obésité et des maladies d'ordre nutritionnel dans le monde.
- Des enjeux de citoyenneté avec l'exigence de produire et de consommer dans le cadre du développement durable qui respecte l'environnement et la justice sociale.

Un modèle alimentaire français vivant mais menacé

Un modèle alimentaire est l'expression d'une appartenance culturelle : une société s'organise autour de la façon dont les gens produisent leurs aliments, les commercialisent et les consomment, transmettant et partageant ainsi tout un ensemble de valeurs. En France, l'alimentation s'est construite autour d'une attention accordée à la table, l'associant fortement avec les notions d'échange et de convivialité. La variété et la qualité de sa gastronomie est reconnue ; les français restent encore très attachés au cycle quotidien de trois repas et à leur structuration.

Néanmoins, il apparaît toute une série de transformations de notre culture, de nos connaissances scientifiques, de nos pratiques alimentaires, de nos modes de vie, qui ont mis à mal ce consensus. Ainsi, l'apprentissage de la consommation d'une nourriture saine, équilibrée et variée, la capacité de reconnaître et choisir des produits de qualité restent plus que jamais nécessaires.

L'Ile-de-France face à un défi majeur

Avec 11,5 millions d'habitants et les 40 millions de touristes en visite chaque année, le poids de la région Île-de-France en termes de consommation alimentaire est prépondérant. Cette densité de population est une particularité française, sans équivalent en Europe. Comprendre les déterminants de la consommation alimentaires des franciliens constitue alors un défi majeur, d'une part pour permettre aux entreprises franciliennes d'occuper plus massivement ce marché, mais plus généralement parce que la problématique de l'alimentation des franciliens nous impose de réviser de nombreux pans des politiques publiques régionales.

L'étude «Les réalités de l'alimentation en Ile-de-France» confiée au CREDOC et cofinancée par le CERVIA et la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRIAAF) d'Ile-de-France nous éclaire en partie et nous invite à prolonger la réflexion en questionnant toute la chaîne de valeur et de production, mais aussi tous les publics qui composent les franciliens. Il y a plusieurs modèles alimentaires reflétant chacun la diversité de la population francilienne (jeunes et adolescents, populations démunies ou en précarité...). Le défi pour les pouvoirs publics est d'articuler toutes les composantes de ce qui fait l'alimentation.

Une politique interministérielle & le Comité régional de l'offre alimentaire

La politique de l'Offre alimentaire est portée par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche mais demeure fortement interministérielle : il s'agit de renouer le lien entre le territoire, la production, la consommation et la santé. La DRIAAF est spécialement en charge de sa déclinaison régionale. Le comité régional de l'offre alimentaire, qui se réunit pour la première fois le 1^{er} juillet 2009, vise à traiter ces grandes questions dans une véritable logique de partenariat.

Les travaux du comité témoigneront d'un certain niveau d'avancement des initiatives régionales. Les documents de travail qui en émaneront devront ainsi être actualisés et enrichis régulièrement au vu de la dynamique qui aura pu être enclenchée en Ile-de-France.

